

CommunAction

Le Bulletin sur le développement économique communautaire du Réseau DEC
Volume 2, n° 1, automne/hiver 2003 - Gratuit

DANS CE NUMÉRO

**LE RÉSEAU DEC D'OTTAWA
ATTEINT SA VITESSE DE
CROISIÈRE1**

**LE RÉSEAU DE
DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE REPOSANT
SUR L'ACTIF (DCRA).....2**

**LE DEC EN ACTION :
LA COOPÉRATIVE LA
SIEMBRA LTÉE.....3**

**REVUE DE LIVRE :
UN NOUVEL ENCADREMENT....4**

**PERSPECTIVES RURALES SUR
LE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
COMMUNAUTAIRE À OTTAWA
.....4**

CALENDRIER D'ACTIVITÉS7

**L'apprentissage entre
pairs par l'entremise du
réseau DEC est une
merveilleuse façon de
partager des idées, des
expériences et des
réalisations.**

Le Réseau DEC d'Ottawa atteint sa vitesse de croisière

Le réseau a mûri. Il compte maintenant une coordonnatrice à temps plein, a lancé de nouvelles initiatives et planifie des activités futures.

Le réseau DEC d'Ottawa a été créé pour vous. C'est un groupement d'organismes offrant un soutien et des services répondant aux besoins des praticiens du DEC et visant à stimuler les activités de DEC à Ottawa. Il a été constitué en octobre 1999, après que le groupe de travail sur l'emploi eut effectivement recommandé la création d'un groupement central pour appuyer et promouvoir les activités de DEC à Ottawa.¹ Le réseau a tellement évolué depuis qu'il compte maintenant une coordonnatrice à temps plein et qu'il met en œuvre de nouveaux programmes et activités.

Nouvelle coordonnatrice

Depuis sa création, le réseau a été dirigé par une succession de coordonnateurs à temps partiel dont les premiers ont été Tasmin Rajotte et Matthew Ducharme. M^{me} Rajotte occupe maintenant le poste à temps plein de représentante de programme au sein du Quaker International Affairs Programme. Son travail l'amène à beaucoup voyager – elle s'est récemment rendue au Mexique pour suivre les discussions de l'Organisation mondiale du commerce qui ont eu lieu à Cancun. Malgré son emploi du temps chargé, M^{me} Rajotte continue d'être un membre actif du comité directeur du réseau. M. Ducharme, pour sa part, s'est installé dans la douceur de la Colombie-Britannique pour poursuivre des études de droit à l'Université de la Colombie-Britannique.

Lisa Jayne a commencé comme coordonnatrice à temps partiel du réseau DEC à la fin juin et sera à temps plein à compter de novembre, évolution qu'il faut attribuer tant au fait que le

réseau a mûri qu'aux grandes qualités de M^{me} Jayne, qui détient une maîtrise en éducation des adultes et en développement communautaire de l'OISE (Institut d'études pédagogiques de l'Ontario) et qui a acquis son expérience professionnelle surtout dans le secteur bénévole.

Jusqu'à récemment, M^{me} Jayne travaillait pour les Services communautaires et de santé de Carlington à titre de coordonnatrice des bénévoles. Voici ce qu'elle dit du réseau : « Je suis fascinée par les possibilités qu'offre le développement économique communautaire parce qu'il associe les aspects sociaux du secteur à but non lucratif à l'esprit d'entreprise qui caractérise le milieu des affaires ».

Nouvelles initiatives du réseau

Les livres et les articles ne peuvent pas vous *dire* comment lancer et exploiter une initiative réussie de développement économique communautaire. Seule l'expérience pratique donne ce genre de sagesse. Voilà pourquoi le réseau collaborera avec le New Economy Development Group (groupe de développement de la nouvelle économie) à sonder les praticiens du DEC pour déterminer les outils et les ressources qui pourraient les aider dans leur travail.

Cette information permettra de se faire une idée générale des besoins des praticiens du DEC et de ce que le réseau fait ou peut faire pour y répondre. En outre, le réseau mènera des sondages et organisera des groupes de discussion en vue d'évaluer l'efficacité du réseau en 2004 et dans les années à venir. Doug Kane, expert-conseil au sein du New Economy Development Group, estime que cette évaluation « aidera le réseau à mieux comprendre les avantages que présente le DEC à Ottawa ainsi que les lacunes qui existent à son égard ». Les conclusions de cette évaluation seront communiquées aux bailleurs de fonds et aux intervenants actuels du réseau et serviront à actualiser le plan d'entreprise du réseau, dans le but d'obtenir de la ▶



part de la collectivité un appui renouvelé pour son travail.

Le réseau continuera à aménager son site Web et à enrichir le répertoire du DEC en ligne, à <http://www.ced-dec-ott.net>.

Activités futures du réseau

Pour ceux que le développement économique communautaire intéresse, le réseau tiendra une fois par mois des séances éducatives. Les « DÉJEUNERS-DÉBATS » fourniront aux participants l'occasion d'acquérir de nouvelles connaissances et de faire du réseautage. Inscrivez donc les déjeuners-débats qui

vous intéressent dans votre agenda. Veuillez appeler M^{me} Jayne ou lui envoyer un courriel pour lui demander de vous transmettre la date des déjeuners-débats et les sujets qui y seront abordés. Le mercredi 25 février 2004, le réseau organise aussi une conférence DCRA au Centre des congrès d'Ottawa. La conférence sera l'occasion pour les praticiens de rencontrer des personnes influentes, d'acquérir de nouvelles compétences et de faire connaître leurs initiatives DEC. Un certain nombre d'ateliers se tiendront en français et en anglais, avec traduction simultanée pour

quelques-uns. Nous espérons attirer de nombreux représentants des secteurs public et privé à la séance du petit-déjeuner. Nous annoncerons bientôt la liste de nos conférenciers et nous vous transmettrons l'information sur la conférence au fur et à mesure qu'elle sera disponible. N'oubliez donc pas de consulter régulièrement le bulletin et le site Web du réseau. ♦

— article rédigé par Lisa Jayne, coordonnatrice, réseau DEC d'Ottawa

Abonnez-vous à *CommunAction*! Faites parvenir un courriel à cednet@spcottawa.on.ca en indiquant « abonnement DEC » dans la case « objet » du message. Pour de plus amples renseignements sur le réseau DEC d'Ottawa, les déjeuners-débats, la Conférence DCRA et d'autres activités à venir, veuillez communiquer avec Lisa Jayne, coordonnatrice du réseau DEC d'Ottawa, par téléphone au (613) 236-9300, poste 304, ou par courriel à : cednet@spcottawa.on.ca. Ou consultez régulièrement le site du réseau à www.ced-dec-ott.net.

Le réseau de développement communautaire reposant sur l'actif (DCRA)

Les praticiens DCRA trouvent à Ottawa un réseau de soutien constitué de pairs.

Depuis 2002, le réseau de développement communautaire reposant sur l'actif (DCRA) a œuvré à promouvoir le DCRA par le dialogue et le réseautage. « L'objectif initial du réseau était d'entamer un dialogue au sein de la collectivité sur ce qu'est le DCRA, et notamment parmi les bailleurs de fonds, les représentants communautaires, les représentants gouvernementaux, les entreprises et les milieux universitaires », affirme George Brown, directeur général de la Société de financement communautaire d'Ottawa.

Pour remplir sa mission, le réseau DCRA compte sur des représentants comme M. Brown dont les antécédents comprennent des organismes communautaires, des milieux

universitaires et le secteur public. M. Brown croit fermement au DCRA et assiste régulièrement aux réunions du réseau. Il donne un des nombreux exemples de l'influence positive du réseau : « Le projet Dare To Dream CID (Comptes individuels de développement), parrainé par le Centre de santé communautaire du sud-est d'Ottawa, illustre ce qui peut être fait lorsque les gens décident de passer à l'action ».

Eliisa Bruder, coordonnatrice de la buanderie coopérative du Centre-ville, trouve aussi que les réunions du réseau DCRA sont utiles : « C'est une très bonne façon de se familiariser avec de nouvelles approches. Au lieu de réinventer la roue, nous pouvons apprendre les uns des autres et faire le meilleur usage possible de notre temps et de nos ressources ».

Les réunions du réseau DCRA ont lieu tous les deux mois et durent deux heures. Elles sont ouvertes à tous les résidents de la région d'Ottawa qui s'intéressent au DCRA. Des tables rondes portent sur les meilleures pratiques, les défis à relever ainsi que les moyens de relever ces défis ».

Une réunion du réseau DCRA est prévue pour 15 heures le jeudi 22 janvier. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Georgette Houle, directrice des programmes et des services de subventions, Fondation communautaire d'Ottawa, par téléphone au (613) 236-1616, poste 230 ou par courriel, à : ghoule@communityfoundationottawa.ca

♦
— Article rédigé par Lisa Jayne, coordonnatrice, réseau DEC d'Ottawa

Qu'est-ce que le DCRA? « Au lieu de mettre l'accent sur les besoins, les lacunes et les problèmes d'une collectivité, le développement communautaire reposant sur l'actif aide celle-ci à devenir plus forte et plus autonome en découvrant, en répertoriant et en mobilisant les actifs locaux ».

- Pour de plus amples renseignements, consultez <http://www.co-intelligence.org/P-assetbasedcommdev.html>

Le réseau DEC en action : La coopérative La Siembra Ltée



La coopérative de commerce équitable d'Ottawa est un modèle de développement économique communautaire – et une bonne occasion d'affaires pour les investisseurs ayant une conscience sociale.

En quatre années seulement, l'entreprise est passée d'un personnel de deux employés et d'un chiffre d'affaires annuel de 86 000 \$ à un effectif de 6 personnes et à un revenu de 2 millions de dollars. Non, il ne s'agit pas d'une nouvelle entreprise de technologie de pointe, mais plutôt de la Coopérative La Siembra Ltée : le meilleur modèle de développement économique communautaire. Comme le dit Michelle Dionne, l'une des actionnaires de la coopérative : « De nombreuses entreprises produisent des dividendes financiers. La Siembra offre non seulement un bon rendement financier, mais a aussi une bonne efficacité sur le plan social et environnemental ».

Créée en 1999, La Siembra est une coopérative appartenant à des travailleurs d'Ottawa qui est un modèle de développement économique communautaire au Canada, en République dominicaine et au Paraguay. Son succès est attribuable à son engagement envers le modèle coopératif. En fait, en reconnaissance de l'engagement de La Siembra envers le commerce équitable et le mouvement coopératif, l'entreprise a obtenu le Prix de 2002 de l'entreprise socialement responsable – première entreprise canadienne à remporter ce prestigieux prix dans l'industrie des produits naturels.

Ensemble, ils prospèrent

La Siembra travaille avec une coopérative de producteurs de cacao de la République dominicaine et trois coopératives de producteurs de sucre du Paraguay. Ces coopératives permettent aux petits agriculteurs de mettre en commun leurs ressources, d'avoir accès à des services qui ne leur seraient pas autrement accessibles et d'agir dans leur intérêt

commun. Si un petit agriculteur risque d'être traité comme un paysan, une coopérative de petits agriculteurs est une force qui n'est pas négligeable.

La Siembra travaille aussi en collaboration avec des coopératives appartenant à des travailleurs au Canada et aux États-Unis dans le but d'obtenir aux agriculteurs un prix équitable pour leurs produits et d'offrir aux consommateurs nord-américains la possibilité d'acheter des produits à base de cacao et de sucre qui font l'objet d'un commerce équitable et qui ont été cultivés de façon organique. Ces produits, vendus sous la marque de commerce Cocoa Camino comprennent du chocolat au lait, du chocolat chaud, du chocolat chaud sans gras, du cacao en poudre, du sucre et trois variétés de tablettes de chocolat.

Actionnaires d'une entreprise florissante, partenaires en développement économique

Lorsque La Siembra a été fondée en 1999, il était difficile de trouver du capital-risque pour créer une entreprise reposant sur le commerce équitable. Aujourd'hui encore, La Siembra compte sur des investissements financiers provenant de particuliers et de groupes qui croient aux principes et aux pratiques du commerce équitable et de l'agriculture organique. À l'heure actuelle, la coopérative compte plus de 35 investisseurs individuels ayant investi de 1 000 à 20 000 \$ dans l'entreprise. Ce qui unit ces actionnaires, c'est qu'ils ont tous un intérêt dans le développement économique mondial.

M^{me} Dionne ajoute ceci : « À titre d'actionnaire, je touche un taux de rendement annuel compétitif sur mon investissement. Mes autres dividendes trimestriels prennent toutefois la forme de mises à jour régulières destinées aux actionnaires qui décrivent comment les agriculteurs, les travailleurs et les terres qui fournissent les produits de La Siembra sont traités équitablement et respectueusement. Tout le monde y gagne ».

Avec un tel appui des investisseurs de la collectivité et du pays, La Siembra peut continuer à améliorer la vie des producteurs organisés en coopérative et à stimuler la croissance économique locale.

Une nouvelle tendance dans le secteur des investissements commerciaux

En cette époque de consolidation des entreprises, de mondialisation et d'élargissement croissant du fossé qui sépare les riches des pauvres – tant entre le Nord et le Sud qu'au sein de nos propres collectivités –, La Siembra fait partie d'un mouvement bien différent. Contrairement à la tendance actuelle visant à concentrer la richesse, la propriété et le contrôle financier, son objectif est de partager la richesse de façon plus équitable, de répartir la propriété plus largement, d'élargir les assises de la démocratie et de la participation à la vie politique et de construire des collectivités plus dynamiques.



La Siembra invite de nouveaux intervenants à partager la satisfaction qui découle de la participation à la réussite d'une entreprise qui appartient aux travailleurs et qui se consacre à la promotion du commerce équitable. Ceux qui voudraient en savoir davantage sur La Siembra sont invités à visiter le site www.lasiembra.com, ou à téléphoner à la coopérative au (613) 235-6122.

Pour tous renseignements supplémentaires sur les possibilités d'investissement dans La Siembra veuillez communiquer avec Kevin Thomson au (613) 235-6122 ou à : Kevin@lasiembra.com

— Article rédigé par Jennifer Williams, coordonnatrice de la production et de la logistique, Coopérative La Siembra Ltée.

Revue de livre

Un nouvel encadrement : pour le leadership et la gouvernance à l'ère de l'information par Steven A. Rosell



Le rapport de la table ronde sur le renouvellement de la gouvernance fait ressortir la validité des pratiques de DEC/DCRA et propose la mise en œuvre d'initiatives additionnelles.

Ce livre vous intéressera si vous travaillez dans le secteur privé, public ou bénévole et que vous croyez que c'est en adoptant de nouvelles approches en matière de leadership et de gouvernance que nous pouvons gagner le cœur et l'intelligence des gens. Fruit d'une collaboration échelonnée sur deux ans entre l'auteur et la table ronde sur le renouvellement de la gouvernance, cet ouvrage propose des moyens concrets

que divers organismes et secteurs peuvent prendre pour améliorer la façon dont ils sont dirigés et gérés.

La table ronde – à laquelle ont participé de hauts fonctionnaires des gouvernements fédéral et provinciaux et des cadres du secteur privé, des syndicats et du secteur bénévole – devait établir les meilleures formes de leadership dans le climat économique, social et politique actuel en constante évolution. Les participants ont ensemble conclu que « la capacité d'innover et d'apprendre collectivement est sans doute le seul avantage compétitif durable » que peuvent posséder les organisations et les

sociétés dans une économie de plus en plus mondiale et axée sur le savoir. Le livre appuie donc fortement l'établissement d'un dialogue intersectoriel vu comme une façon de trouver des solutions aux problèmes de l'époque actuelle.

Bien que l'auteur ne mentionne pas le développement économique communautaire (DEC) ou le développement communautaire reposant sur l'actif (DCRA), les recommandations qu'il formule à l'égard de la réflexion innovatrice, de l'inclusion et du dialogue indiquent que les praticiens de DEC ET de DCRA sont sur la bonne voie lorsqu'ils amènent les gens à défendre leurs intérêts et à participer à des réseaux qui appuient l'apprentissage. En outre, la table ronde propose un certain nombre de mesures que ces praticiens pourraient mettre en œuvre, comme la création de liens plus étroits avec les universités et le milieu de la recherche en matière d'orientations, la diffusion de l'information, la création d'études de cas et de pratiques exemplaires et la participation d'un nombre accru de citoyens et d'intervenants.

Une version imprimable du rapport est disponible en ligne à : <http://www.viewpointlearning.com/changingframes/leadership.html> ♦

— Article rédigé par Lisa Jayne, coordonnatrice, réseau DEC d'Ottawa

Perspectives rurales sur le développement économique communautaire à Ottawa

Le développement économique communautaire peut grandement contribuer à rendre la fusion moins pénible du côté des collectivités rurales. Les citoyens ruraux et les citoyens urbains sont-ils cependant prêts à consentir les efforts voulus à cette fin?

L'intégration de régions rurales comme celles de Cumberland et de Gloucester dans la Ville d'Ottawa a sans aucun doute eu peu d'impact sur le citoyen moyen. Elle a cependant changé la vie des personnes vivant en périphérie d'Ottawa et continuera à le faire. En fait, lorsqu'on tient compte de l'ensemble du paysage rural et urbain d'Ottawa, on se rend compte que les questions économiques et sociales comme celles du chômage et du revenu par habitant font ressortir les disparités régionales et locales qui sont monnaie courante dans notre collectivité.

À mesure que la nouvelle Ville d'Ottawa apprend à gérer une collectivité comptant une population nombreuse et diversifiée, il serait sans doute judicieux d'adopter une approche fondée sur le

développement économique communautaire (DEC) pour mettre en œuvre le plan de fusion 20/20. Cet article examine certains des défis que soulève l'intégration à la nouvelle Ville d'Ottawa de nos collectivités rurales ainsi que la façon dont le DEC peut faciliter ce processus.

Un pays fondé sur l'exploitation des ressources – sans identité rurale?

Inégalités entre les centres ruraux et les centres urbains persistent malgré l'imposition, à partir du sommet et depuis des années, d'initiatives visant à remédier au problème. « Les ressources des régions rurales continuent d'être importantes, mais les citoyens ne comprennent plus bien d'où

proviennent ces ressources ni la façon dont elles parviennent aux villes », affirme M. Lavoie.

Si le plan Ottawa 20/20 de la Ville est prometteur, il entrave aujourd'hui en quelque sorte le développement économique des secteurs ruraux excentriques. L'accès à l'information, aux services et à la technologie – ainsi qu'un alourdissement de l'appareil bureaucratique – sont des défis qui se posent à toutes les collectivités rurales qui doivent s'intégrer à Ottawa. ▶



Les collectivités et entreprises rurales et les exploitations agricoles d'Ottawa n'ont pas aussi facilement accès à l'information et aux ressources que les collectivités urbaines, ce qui fait en sorte qu'il est difficile d'évaluer et de régler les problèmes auxquels elles se heurtent. A titre d'exemple, les entreprises rurales ont très peu de liens avec les organismes œuvrant dans le domaine du développement économique à Ottawa comme le Centre de recherche et d'innovation d'Ottawa (OCRI) et le Centre d'entrepreneuriat. Sans l'infrastructure et l'aide technique que peuvent offrir de tels organismes, il est difficile pour les entreprises locales, les cantons et les hameaux de réagir rapidement aux tendances économiques et sociales communautaires et de mettre en œuvre des plans stratégiques adéquats. L'accès à la technologie à large bande, que de nombreux citoyens tiennent pour acquis, est un autre exemple des disparités qui nuisent aux entreprises rurales. « Ce serait fantastique si nous pouvions avoir accès à l'Internet à haute vitesse », fait remarquer Doug Corburn, copropriétaire de Little House Spa, à Cumberland. « Je reçois des appels provenant de toute l'Amérique du Nord et j'aimerais agrandir mon entreprise ».

M. Corburn donne aussi un exemple de l'influence sur les entreprises rurales de l'alourdissement de l'appareil bureaucratique lié au processus de la fusion. « Le plus grand défi que pose la fusion est celui de l'affichage. La Ville d'Ottawa a enlevé mes panneaux indicateurs. La route menant jusqu'à mon établissement est sinueuse et les deux panneaux indiquaient comment s'y rendre », explique-t-il. « Je connaissais le personnel du canton de Cumberland et les problèmes étaient réglés rapidement. Il semble maintenant que je doive communiquer avec une vingtaine de services municipaux pour avoir quoi que ce soit ou pour obtenir des réponses à mes questions ».

Des belles intentions aux réalisations

La Ville d'Ottawa, pour sa part, compte appuyer les innovateurs locaux, créer des occasions d'entrepreneuriat et soutenir également les exploitants « On constate une diminution de la population et de l'importance du Canada rural dans la psyché canadienne », soutient Serve Lavoie,

directeur de la Canadian Community Newspaper Association.² Les agricoles, les entreprises rurales et le tourisme. Il faudra cependant un certain temps avant que le processus de fusion arrive véritablement à combler le fossé rural-urbain.

L'une des façons de régler le problème de gestion descendante est d'adopter une approche reposant sur la base, soit celle du DEC. « Des dialogues ruraux ont été organisés dans tout le Canada », affirme Ethel Côté, experte-conseil et spécialiste en DEC rural qui vit à Plantagenet, à 45 minutes à l'est d'Ottawa. « Au cours de ces rencontres, les résidents ruraux ont défini leurs plus grands actifs et élaboré des stratégies pour les préserver et les développer. En Ontario, on a commencé par mettre en œuvre une stratégie de développement des actifs ». Le DEC est un processus qui appartient à la collectivité et qui est axé sur ses besoins. Il offre aux particuliers et aux collectivités une occasion réaliste d'exercer une influence sur les changements touchant leurs économies locales. Cette approche de développement économique suppose que la collectivité assume une plus grande part de responsabilité pour :

- i. cerner et exploiter les ressources existantes;
- ii. générer un soutien et une collaboration internes et externes;
- iii. se positionner de façon stratégique dans une économie mondiale en pleine évolution.

Le développement économique local encourage une collectivité à s'adapter et à tirer parti de la nouvelle conjoncture économique. Les entrepreneurs locaux peuvent fournir un leadership efficace, mais pour ce faire, le processus de création des actifs doit permettre que ressources humaines et matérielles se conjuguent de manière à répondre aux changements sociaux, économiques et démographiques qui ont une incidence sur elles.

« Les collectivités rurales comprennent les problèmes, la dynamique et les enjeux...mais elles n'ont ni les ressources, ni les moyens ou l'expertise voulus pour présenter ces enjeux et problèmes », écrit M^{me} Côté. Le plan Ottawa 20/20 fait état du rôle que la Ville doit jouer dans la croissance économique rurale. Les besoins socioéconomiques des régions rurales

d'Ottawa ne peuvent être satisfaits que si les gouvernements et les collectivités unissent leurs forces. Nous devons recueillir de l'information sur la diversité de l'économie rurale et sur les tendances en matière d'emploi et de main-d'œuvre qui s'y rattachent.³ »

Mobiliser les dirigeants ruraux et relever les défis

Il faut absolument mobiliser les dirigeants ruraux et mettre en œuvre des stratégies qui favorisent une collaboration fructueuse entre diverses organisations comme les conseils scolaires pour ce qui est de l'éducation permanente, les associations de promotion du tourisme et du commerce et les secteurs de la santé et des services sociaux.

Des représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le secteur privé et les citoyens peuvent travailler ensemble à faciliter le processus visant :

- i. à transférer des connaissances et des renseignements aux collectivités locales pour mettre en œuvre des initiatives de planification économique;
- ii. à encourager les entrepreneurs locaux à renforcer leur leadership et leurs talents d'entrepreneur;
- iii. à fournir les outils permettant de recueillir et d'analyser l'information se rapportant aux économies locales;
- iv. à faciliter la création de réseaux en vue d'élaborer, de suivre et d'évaluer les plans d'action locaux.

Bien que le concept du développement économique communautaire semble être la voie à suivre pour les économies locales, de véritables questions demandent une réponse, à savoir :

- i. Le secteur manufacturier local peut-il miser sur la production à valeur ajoutée et/ou attirer de nouvelles industries connexes?
- ii. Le secteur des entreprises à domicile et le secteur de la gestion des entreprises pourront-ils continuer à croître et à prospérer?
- iii. Pourrons-nous parvenir à un équilibre durable entre des perspectives rurales et urbaines souvent contradictoires relativement à l'économie, à l'aménagement du territoire et à la qualité de vie? ▶

Il faut aussi se souvenir que c'est à une population déjà surmenée qu'on demande de déployer des efforts pour promouvoir le DEC. Les résidents tant urbains que ruraux ont peu de temps ou d'énergie à consacrer au renforcement de leurs collectivités. « Bien que les résidents ruraux connaissent leurs collectivités, leur vécu a changé au cours des dernières années », ajoute M^{me} Côté. « Les gens travaillent trop, ils ont deux emplois ou les deux parents travaillent et ils font la navette tous les jours entre leur collectivité et la ville. Ils se heurtent à de nombreux problèmes dont celui de la fermeture d'installations comme des écoles et des bureaux de poste. Les transports sont aussi une source de difficultés tant pour leurs enfants que pour leurs parents vieillissants ».

Pour que le développement économique devienne une réalité dans les collectivités locales et urbaines, il faut trouver de nouvelles façons de

mobiliser les gens, de favoriser la collaboration et l'innovation et d'obtenir des capitaux dans les milieux ruraux et urbains. Cela suppose sans doute l'établissement de partenariats entre les secteurs public et privé ainsi que des investissements en vue d'améliorer la gouvernance et le leadership à l'échelle locale.

Doug Corburn pense que le secteur rural d'Ottawa devrait compter un représentant : « Il a fallu attendre 15 ans avant que la Ville décide de désigner une personne dont le rôle serait de traiter avec les sociétés cinématographiques de l'extérieur. Maintenant, si une société cinématographique veut faire un film à Ottawa, elle peut communiquer avec un représentant. La même chose pourrait être faite pour le développement économique communautaire dans le secteur rural d'Ottawa », dit-il. « Carlsbad Springs, Vars et Sarsfield établissent actuellement un plan stratégique, espérant pouvoir préciser

leur vision, établir certaines priorités et créer un plan d'action solide qui transmettra un message clair à Ottawa. Ils souhaitent que la Ville comprenne leurs besoins et ils veulent jouer un rôle actif dans la plus grande ville agricole du Canada, Ottawa ».

Le DEC n'est pas un processus simple et n'est pas sans présenter de défis. « Il faut parfois une crise ou des possibilités de développement pour mobiliser les gens et les amener à songer au DEC », explique M^{me} Côté. Quelle que soit la façon de s'y prendre, le développement économique communautaire est la clé de l'avenir tant pour les collectivités rurales que pour les collectivités urbaines. ♦

— Article écrit par Kordson Ayrakwa, bénévole du CPS

— Remerciement spéciaux à Bev Bakka, Ethel Côté et Doug Corburn pour leur contribution à cet article.

Au sujet du réseau DEC d'Ottawa

Le réseau DEC d'Ottawa est une initiative sans but lucratif conçue pour stimuler le développement économique communautaire dans la région d'Ottawa. Parrainé par le Conseil de planification sociale d'Ottawa et financé par la Ville d'Ottawa et la Fondation Trillium, le réseau a pour raison d'être :

- de mieux faire connaître le DEC à Ottawa et de faire en sorte qu'il fasse partie des orientations stratégiques de la Ville;
- de sonder les parties participant à des initiatives de DEC ou s'y intéressant afin de cerner les besoins du secteur;
- de fournir des occasions de réseautage pour les intervenants du DEC qui travaillent à mettre en œuvre des projets semblables;
- de fournir une aide technique (comptabilité, administration, planification des affaires et planification stratégique, TI, RP, etc.) aux initiatives de DEC mises en œuvre à Ottawa.

Le réseau est à la recherche de bénévoles comptant une expérience professionnelle, de personnes qui participent à la réalisation d'initiatives de DEC ou qui s'y intéressent et de donateurs.

Personne-ressource :

Lisa Jayne, coordonnatrice, Réseau de développement économique communautaire d'Ottawa
Téléphone : (613) 236-9300, poste 304
Courriel : cednet@spcottawa.on.ca
Site Web : www.ced-dec-ott.net

Calendrier d'activités

Le calendrier des activités DEC à Ottawa est toujours à jour sur le site http://www.ced-dec-ott.net/french/index_fre.html



DÉJEUNER-DÉBAT

Jeudi 27 novembre 2003

Midi à 14 h 30

Comment présenter une demande de fonds dans le cadre du programme de mobilisation communautaire (PMC)

Conférencière : Robin MacDonald, agente de programme
Centre national de prévention du crime

Conseil de planification sociale, 280, rue Metcalfe, salle du conseil, 5^e étage (angle Metcalfe et Gilmour)

➤ Renseignez-vous sur les possibilités de financement dans le cadre du PMC. Le PMC vise à appuyer les activités liant la prévention du crime au processus du développement social. Parmi les activités admissibles à un financement, mentionnons l'évaluation des besoins, des actifs et des capacités de la collectivité et les activités de rayonnement.

R.S.V.P. auprès de la coordonnatrice du réseau DEC :
(613) 236-9300, poste 304 ou :
cednet@spcottawa.on.ca

NOVEMBRE

Mardi 25 novembre 2003

9 heures à 10 h 30

Histoires de réussite

Conférencière : Barbara Oates,
Fondations communautaires du Canada

Pièce 567, Services familiaux,
312, Parkdale (entre Wellington et Scott)

➤ Apprenez la valeur des histoires de réussite et comment et où les raconter.

R.S.V.P. auprès du Centre de recherche et de développement sur le secteur bénévole : (613) 520-7444 ou :
admin@cvsrd.org

DÉCEMBRE

Vendredi 5 décembre 2003

9 h 30 à 15 heures

Pauvreté à Ottawa :

Que pouvons-nous faire au sujet de l'écart économique croissant?

Conférenciers : John Anderson, David Welch, Patrick Ballay

Centre communautaire Côte-de-Sable
250, rue Somerset Est

➤ Une discussion avec un groupe d'experts et des ateliers éducatifs.

R.S.V.P. auprès de Pierrette :
(613) 236-9300, poste 300 ou :
pierrettel@spcottawa.on.ca



FÉVRIER

Mercredi 25 février 2004

7 h 30 à 16 h 45

Conférence DCRA : Les affaires sont les affaires, mais...

Centre des Congrès d'Ottawa

➤ Une occasion pour les décideurs, les représentants du secteur privé et les praticiens du DEC et du DCRA de se rencontrer et d'échanger des idées et des connaissances. Une foire commerciale fera connaître des entreprises socialement responsables et des projets DEC et DCRA.

Prière de communiquer avec la coordonnatrice du réseau DEC :
(613) 236-9300, poste 304 ou :
cednet@spcottawa.on.ca

Prochain numéro

Le numéro du printemps 2004 présentera des partenariats commerciaux. Si vous voulez faire connaître un partenaire commercial ou si vous voulez rédiger un article, rendre compte d'une ressource, traiter d'un projet DEC ou faire la promotion d'une initiative ou d'une activité, veuillez communiquer avec Lisa Jayne : (613) 236-9300, poste 304 ou cednet@spcottawa.on.ca.



L'édition de ce numéro a été généreusement assurée par Kaszas Communications : www.kaszas.ca

NOTES relatives aux articles

¹ Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton et réseau CED d'Ottawa (1999). *Community Economic Development : A Report to the task Force on Employment – Partners for Jobs*.

² Lavoie, Serge (2002). « Desperately Seeking Rural Supporters », dans *The Publisher*, mai 2002. On peut consulter l'article en ligne, à : <http://www.ccna.ca/news/details.asp?contentID=355>.

³ Ville d'Ottawa (2002) *Rural Ottawa : Securing A Vibrant Economy, Policy Recommendations For Strategic Initiatives Relating To The Ongoing Development Of Ottawa's Rural Economy*. Préparé pour la Ville d'Ottawa par David J.A. Douglas & Associates Ltd., Guelph, Ontario, novembre 2002. On peut consulter le document en ligne à : http://www.spcottawa.on.ca/ofsc/rural_ottawa_Douglas_Assoc.html.